

Contrats publics

Information sur les autres entreprises contrôlées

Le présent formulaire doit être rempli par toute personne ayant répondu « oui » à la question 3 ou 3b) de la partie 5 – Déclaration des formulaires « Liens avec la Demanderesse – Personne physique de niveau 2 ou 3 et Prêteur personne physique » ou « Liens avec la Demanderesse – Entité de niveau 2 ou 3 et Prêteur – Entité » ou de la partie 3 – Déclaration des formulaires « Déclaration (Entité de niveau 2 ou 3 et Prêteur – Entité) » ou « Déclaration (Entité de niveau 2 ou 3 et Prêteur – Entité) ».

Veillez fournir l'information ci-dessous pour chaque entreprise visée.

<input type="text"/>	<input type="text"/>
Nom de la personne ou de l'Entité faisant la déclaration	Numéro d'entreprise du Québec (si applicable)

Partie 1 – Identification de l'entreprise contrôlée

<input type="text"/>	<input type="text"/>
Nom de l'entreprise contrôlée	Numéro d'entreprise du Québec (si applicable)

Adresse du siège

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
N°	Rue	Bureau
<input type="text"/>	<input type="text"/>	
Ville	Province/État	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Code postal	Pays	Site Web (facultatif)
<input type="text"/>	<input type="text"/>	
Téléphone principal	Télécopieur	

Partie 2 – Détails des fonctions au sein de l'entreprise

Pour les personnes physiques seulement. Si le présent formulaire est rempli pour une entreprise, passez à la partie 3.

Description des fonctions occupées :

Période durant laquelle vous avez occupé ces fonctions :

Du (jj/mm/aaaa)

Au (jj/mm/aaaa)

Partie 3 – Détails des infractions

Article et nom de la loi qui a été enfreinte :

Numéro de dossier de cour :

Détails sur l'infraction ou l'accusation :

Partie 4 – Collecte et utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels contenus dans le présent formulaire, ainsi que ceux fournis par la Demanderesse, sont recueillis au nom de l'AMP en vertu de la LCOP et de ses règlements et sont confidentiels aux termes de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (chapitre A-2.1). Les renseignements recueillis sont nécessaires à l'application de la LCOP et de ses règlements. Ils seront utilisés afin que soient effectuées les vérifications prévues au chapitre V.1 de la LCOP avant d'accorder l'autorisation demandée ainsi qu'en tout temps pendant la durée de validité de l'autorisation.

Il est obligatoire de remplir entièrement le formulaire et d'y inscrire les renseignements demandés. Si la demande est incomplète ou que le signataire refuse de fournir les renseignements demandés, la Demande d'autorisation pourrait être rejetée par l'AMP.

Au sein de l'AMP, seul(e)s les membres autorisé(e)s du personnel peuvent avoir accès à ces renseignements personnels dans l'exercice de leurs fonctions. La personne concernée par un renseignement personnel détenu par l'AMP peut y avoir accès et le faire rectifier conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Partie 5 – Consentement additionnel

Lorsque la personne physique qui remplit le formulaire n'a pas son domicile au Québec, le consentement suivant est demandé :

Je consens à ce que l'AMP et le commissaire associé aux vérifications communiquent hors du Québec les renseignements transmis à tout corps de police local ou source locale d'information, ainsi qu'aux autorités fiscales locales mentionnées à l'article 5 du Règlement de l'Autorité des marchés publics pour l'application de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, et reçoive tout renseignement nécessaire à ces vérifications.

La localité de l'entreprise et des personnes visées est la province ou le territoire canadien ou l'État où l'entreprise exerce principalement ses activités ou, dans le cas d'une personne physique, son domicile.

Nom de la personne physique ou nom du (de la)
signataire autorisé(e) de l'Entité

Signature

Date (jj/mm/aaaa)